Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 41 (2004)
Heft: 1586

Artikel: Initiative de Genève: interview d'Hubert Védrine : "La diplomatie suisse informelle a maximisé ses atouts"

Autor: Felli, Romain

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1018984

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 09.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

«La diplomatie suisse informelle a maximisé ses atouts»

L'ancien ministre socialiste français des Affaires étrangères nous livre ses analyses sur l'Initiative de Genève et le rôle de la diplomatie suisse.

Hubert Védrine a été pendant quatorze ans à l'Elysée l'un des plus proches collaborateurs de François Mitterand. Entre 1997 et 2002, il a été ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement socialiste de Lionel Jospin. Observateur et acteur engagé des relations internationales, il vient de publier un recueil de ses textes et discours (1995-2003) sous le titre Face à l'hyper-puissance (éditions Fayard).

Domaine Public: Vous étiez invité au lancement de l'«Initiative de Genève», plan de paix pour le Proche-Orient. S'agit-il cette fois-ci d'un réel espoir?

Hubert Védrine: C'est une initiative importante parce qu'elle engage des hommes politiques, certes minoritaires, mais expérimentés et responsables de part et d'autre: Yossi Beilin et Yasser Abed Rabbo qui ont poursuivi les négociations après l'échec de Taba, fin janvier 2001, et qui ont eu le courage d'affronter les tabous les plus établis. Du côté israélien, Ariel Sharon, malheureusement complètement soutenu par l'administration Bush, a verrouillé toute perspective de solution en disant qu'on ne négocie pas avec des terroristes. Ceci car qu'il ne veut pas d'Etat palestinien. Il s'agit du contrepied exact de ce que répétait Ytzhak Rabbin qui lui ne voulait pas laisser les terroristes maîtres du jeu: «Je poursuivrais le processus de paix comme s'il n'y avait pas de terrorisme». Yossi Beilin a le courage remarquable d'affronter l'actuel blocage préalable. Yasser Abed Rabbo également est courageux face aux extrémistes palestiniens, néanmoins, il n'y a pas de blocage préalable du côté palestinien.

Beaucoup de gens ont dit qu'il était formidable de voir la société civile prendre le relais. Je sais bien qu'ils le disent pour des raisons sympathiques, mais c'est une analyse inexacte, car il s'agit en fait d'une véritable initiative politique. Ce qu'il faut espérer, c'est que l'initiative frappe les esprits en Israël, débloque quelque chose dans l'opinion publique et finisse par avoir de ce fait une influence électorale, y compris aux Etats-Unis.

Le fait que Colin Powell les ait reçus et que George W. Bush lui-même ait jugé cette contribution «utile», après de très nombreuses interventions du gouvernement Sharon pour que l'initiative soit condamnée, c'est le premier petit signe encourageant de la part des Américains au Proche-Orient depuis de nombreux mois.

- Cette initiative a été rendue possible, en partie, grâce aux bons offices de la Suisse. Est-il du rôle d'un Etat tiers d'intervenir dans un accord entre deux parties privées?

- Pourquoi pas? Il n'y a aucune règle. Ce qui est important, c'est ce qui marche! Il existe de nombreux cas où dans des situations politiques compliquées, des personnalités privées ont joué des rôles très importants de médiateurs. L'histoire suisse elle-même est très riche d'interventions de ce genre. Par ailleurs, je rappelle qu'à la base du processus d'Oslo comme facilitateurs, se trouvaient les Norvégiens.

Je trouve que la contribution suisse, celle de Alexis Keller ou, sur un autre plan, celle de Micheline Calmy-Rey, sont tout à fait remarquables. Il faut en juger non d'un point de vue de principe, mais sous l'angle de l'utilité et de l'efficacité. Je salue la contribution suisse: elle est intelligente, discrète et utile.

- Ce genre d'action entre dans ce que Micheline Calmy-Rey nomme sa vision de la «diplomatie publique». La diplomatie est-elle par essence secrète?

- Je ne connais pas les termes exacts de cette déclaration, mais ce qui s'est passé a peu de rapport avec le vieux débat diplomatie publique ou secrète. Il faudrait d'ailleurs revenir sur beaucoup de croyances modernes à ce propos. Dans le cas de l'initiative de Genève ce sont justement les discussions préalables très discrètes qui ont rendu possible l'accord.

Il y a un temps pour tout! Lorsqu'on obtient un résultat, il est normal de le présenter à l'opinion publique et de l'expliquer. C'est la dimension démocratique moderne des diplomaties. Il ne faut pas être dogmatique et combiner les deux approches.

- A quoi peut servir la diplomatie pour un petit pays comme la Suisse. Défendre les intérêts nationaux, mais au-delà?

- Le premier rôle de la diplomatie d'un pays, qu'il soit grand ou petit, est de défendre ses intérêts, à commencer par sa sécurité. En même temps, un pays peut avoir une certaine idée de la façon dont il faut organiser l'Europe, ou les relations internationales, ou prévenir les conflits. Ce n'est pas incompatible, au contraire.

La Suisse n'est pas une puissance, notamment au sens militaire, mais c'est un pays qui peut justement jouer de cette particularité. Sur certains plans, c'est un avantage d'être la Suisse. La grande tradition de neutralité, dans le meilleur sens du terme, fait que l'on est pas récusé par certaines parties. Il n'y a pas beaucoup d'endroit dans le monde ou l'on puisse organiser des réunions avec une telle sécurité et tranquillité. L'initiative de Genève est un exemple de situation où la diplomatie suisse informelle a maximisé ses atouts. Evidemment, on ne pourra jamais la comparer à la diplomatie de la France ou des Etats-Unis, mais ce n'est pas forcément un handicap, c'est également un avantage.

Propos recueillis
par Romain Felli

Après avoir été actif dans différentes associations d'étudiants, AEL (Faculté des lettres à Lausanne), FAE (UNIL) et UNES (au niveau suisse), Romain Felli poursuit actuellement ses études à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris.